



Éduquer les filles : les solutions qui marchent

Barbara Herz

L'éducation des filles confère de tels avantages — à leur pays, à leur famille et à elles-mêmes — que certains économistes, dont M. Lawrence Summers, ancien président de l'université Harvard et ancien directeur du Conseil économique national du président Obama, n'hésitent pas à voir en elle *l'investissement le plus rentable existant dans les pays en développement*. Elle ne stimule pas seulement la croissance mais elle améliore aussi le bien-être des femmes et leur donne une plus grande voix dans leur société et leur pays.

Quels sont certains de ces avantages ?

■ **Revenus plus élevés.** Les études de la Banque mondiale montrent que, d'une manière générale, une année d'enseignement primaire de plus que la moyenne relève le salaire éventuel de l'individu de 5 à 15 %, l'augmentation étant plus importante pour les filles que pour les garçons. Une année d'enseignement secondaire de plus que la moyenne relève le salaire éventuel de l'individu de 15 à 25 %, là encore, l'augmentation étant plus importante pour les filles que pour les garçons.

■ **Croissance économique plus rapide.** L'éducation des hommes et des femmes amène généralement la croissance économique. L'augmentation du nombre des femmes ayant reçu une éducation secondaire accélère la croissance du revenu par habitant, tout comme le fait l'accession à la parité du nombre



En Turquie, la campagne HKO encourage les familles à envoyer leurs filles à l'école.

© Mark Downey/Lucid Images/Corbis

des années d'éducation pour les filles et les garçons.

■ **Sécurité alimentaire.** Une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (*International Food Policy Research Institute, IFPRI*) portant sur 63 pays a montré que l'expansion de l'éducation des femmes entraînait

une amélioration des pratiques agricoles, qui a contribué à une réduction de près de 40 % de la malnutrition entre 1970 et 1995.

■ **Bien-être familial.** Éduquer les filles est la manière la plus sûre d'avoir des familles plus petites, en meilleure santé et bien éduquées. Les femmes passent plus de temps

Éduquer les filles : les solutions qui marchent

que les hommes à s'occuper des enfants. Des études ont montré que les ressources contrôlées par les femmes contribuent plus directement à aider la famille que les ressources contrôlées par les hommes. Et, plus une femme est éduquée, plus il est probable que son salaire sera élevé et qu'il profitera directement à sa famille. De plus, lorsque les femmes sont éduquées, elles et leur mari souhaitent souvent avoir une famille plus petite et ils investissent plus dans la santé et l'éducation de chaque enfant.

› Dans les pays où les trois quarts des femmes ont une éducation secondaire, les femmes ont généralement deux ou trois enfants, les enfants sont plus susceptibles d'être scolarisés et le taux de mortalité infantile baisse à mesure que les revenus augmentent.

› Selon de nombreuses études, une année d'éducation de plus que la moyenne pour la mère amène une baisse de la mortalité infantile de 5 à 10 %.

› Lorsque les mères sont éduquées, les filles et les garçons vont généralement plus longtemps à l'école et étudient plus. Souvent l'éducation de la mère est plus importante que celle du père, surtout dans les pays où l'écart entre la scolarisation des filles et des garçons est le plus large.

› Les filles qui savent lire et écrire et notamment celles qui arrivent en secondaire sont moins susceptibles d'être victimes du VIH/sida parce qu'elles peuvent obtenir de meilleures informations, sont plus sûres d'elles-mêmes et sont plus en charge de leur vie.

› Des familles plus petites, en meilleure santé et mieux éduquées contribuent à l'augmentation de la productivité économique, permettent aux individus de choisir de nouvelles carrières, de réduire les pressions environnementales et de ralentir la croissance démographique, facteurs que de nombreux pays considèrent comme des changements sociétaux importants.

■ **Bien-être de la femme.** Comme le souligne M. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, lorsque les femmes sont éduquées, elles acquièrent une voix et une place dans la société, ce qui leur donne plus de débouchés économiques, encourage leur participation dans la politique et fortifie la société.

Ces avantages se manifestent plus tôt qu'il ne le semblerait au premier abord. La scolarisation des filles jusqu'à la 10 – 12ème année d'études produit rapidement des changements positifs. Ces filles ne se marient pas jeunes, elles s'adaptent mieux aux défis du XXIe siècle, aident leurs



Ajouter des professeurs féminins – celle-ci enseigne dans une classe de santé en Éthiopie – encourage les parents à envoyer leurs filles à l'école. © Lynn Johnson/National Geographic Society/Corbis

familles et tirent profit des possibilités que leur offrent les changements de la situation économique et sociale.

■ **Le cercle vertueux.** Les avantages de l'éducation des filles commencent à se manifester dès le primaire mais ils se multiplient si elles poursuivent des études secondaires. Dans un premier temps, le but de nombreux pays est d'arriver à l'éducation primaire universelle, qui est aussi un des objectifs du millénaire pour le développement avec l'égalité des sexes. Des progrès ont été enregistrés mais le temps est venu de viser à l'égalité entre les garçons et les filles dans le secondaire.

En fait, cela contribuera à instaurer l'éducation primaire universelle. Lorsque l'éducation secondaire pour les filles se développe, celles-ci commencent à gagner des salaires plus élevés, à assumer des responsabilités en dehors du foyer familial ou de la ferme et à atteindre la parité avec les garçons. Éduquer plus de femmes et de filles permet aussi de répondre à la demande croissante d'enseignantes et de travailleuses de la santé, indispensables dans les sociétés où les femmes et les filles doivent être prises en charge par des enseignantes ou des doctresses.

Là où les filles ne sont pas scolarisées

Dans les pays en développement, des millions de filles ne fréquentent l'école que pendant quelques années ou n'ont tout simplement pas accès à l'éducation. Avec la récente

Éduquer les filles : les solutions qui marchent

poussée en faveur de l'éducation primaire universelle, les taux de scolarisation ont considérablement augmenté depuis 2000 : de quelque 20 % en Afrique, de près de 15 % en Asie du Sud et de 10 % au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Les taux d'inscription des filles dans le primaire étaient déjà élevés dans l'Asie de l'Est et en Amérique latine.

Malgré ces progrès, il reste d'importantes zones d'ombre notamment dans certaines parties de l'Asie du Sud et de l'Afrique : elles tendent à être plus marquées dans les régions éloignées ou de grande pauvreté, dans celles où les femmes et les filles sont plus séquestrées ou dans les zones de conflit. Sur les 100 millions d'enfants non inscrits dans le primaire, 60 millions sont des filles. Et, bien évidemment, inscription à l'école n'est pas synonyme d'assiduité.

En outre, même avec l'éducation primaire universelle, rien ne garantit la réussite académique à long terme des filles. Des millions d'enfants, et surtout de filles, n'arrivent jamais au niveau du secondaire et le passage et la rétention des filles dans le secondaire sont un problème crucial notamment en Afrique sub-saharienne et dans l'Asie du Sud.

Les obstacles à l'éducation des filles

Vu les avantages importants que la société et les familles tirent de l'éducation des filles, pourquoi ne sont-elles pas plus nombreuses à l'école ? Le grand problème réside dans le fait que les avantages que les familles, la société et les filles elles-mêmes tirent de leur éducation ne se manifestent que lorsqu'elles ont grandi alors que le coût de l'éducation doit être payé immédiatement. Cela est aussi vrai de l'éducation des garçons mais, dans de nombreuses sociétés, on s'attend à ce que les filles remplissent plus de tâches ménagères ou agricoles que les garçons, ce qui a pour effet de rendre le coût de leur éducation apparemment plus élevé.

De plus, si les parents s'attendent à ce que leurs filles se marient et quittent la famille, leur éducation semble être un investissement dans le futur moins fiable que celui dans l'éducation des garçons. Même dans les pays où la plupart des coûts de l'éducation primaire et secondaire sont pris en charge par le gouvernement, certains reviennent aux parents et ils peuvent être importants, surtout lorsque les parents sont pauvres.

Les coûts de l'éducation comprennent :

■ **les frais directs** : les droits de scolarité et le coût des livres peuvent représenter de 5 à 10 % du revenu d'une famille moyenne mais de 20 à 30 % du revenu d'un ménage pauvre.

■ **les frais indirects** : quelquefois, les parents doivent payer l'adhésion aux associations parents-enseignants ou verser un complément de salaire aux enseignants.

■ **les coûts indirects** : les parents doivent aussi payer les frais de transport scolaire et des vêtements conformes aux normes culturelles. Ces coûts peuvent être plus élevés pour les filles que pour les garçons.

■ **les coûts d'opportunité** : la perte du temps que les enfants consacrent aux tâches ménagères ou agricoles ou de leur contribution au revenu du ménage lorsqu'ils vont à l'école peut être une source de préoccupation pour les parents, surtout les plus pauvres. Dans les sociétés où les filles ont traditionnellement plus de responsabilités que les garçons – elles vont chercher le bois ou l'eau ou s'occupent de leurs frères et soeurs plus jeunes – le coût de l'éducation des filles peut sembler plus élevé pour les parents. Les filles peuvent alors être plus gardées à la maison que les garçons.

Des solutions qui marchent

De nombreux pays ont trouvé des moyens efficaces de pondérer les coûts que l'éducation des filles impose à leur famille et d'améliorer la qualité de cette éducation afin que le coût en vaille la peine. L'expérience dans le primaire confirme la validité d'une démarche en quatre étapes et, bien que l'on ait moins examiné ce qui se passe dans le secondaire, il est raisonnable de penser que l'on peut commencer avec ces quatre mêmes étapes.

■ **Rendre le coût de l'éducation des filles abordable.** La manière la plus directe et la plus rapide de renforcer

Au Brésil, les programmes de bourses pour les filles ont donné des résultats prometteurs.

Photo offerte par Alejandro Lipszyc/Banque mondiale



Éduquer les filles : les solutions qui marchent

les effectifs et la fréquentation scolaires des filles est de réduire ce qu'il en coûte aux parents d'éduquer leurs filles.

› Réduire les frais de scolarité. La Chine et l'Indonésie, entre de nombreux autres pays, ont vu les effectifs des filles dans les écoles primaires augmenter après avoir réduit les frais de scolarité dans le cadre de réformes plus vastes de l'éducation. Par exemple, en Ouganda, les inscriptions dans le primaire ont progressé de 70 % après une réduction des frais à la fin des années 1990 dans le cadre d'une réforme majeure de l'éducation. Les inscriptions des filles sont passées de 63 à 83 % et de 46 à 82 % chez les filles du quintile le plus pauvre de la population. Mais en Ouganda comme dans d'autres pays, la réussite a amené ses propres problèmes – la taille moyenne des classes est passée à plus de 100 élèves – et la qualité reste une préoccupation. Mais ces problèmes ont été causés par l'augmentation des effectifs.

› Offrir des bourses. Des programmes de bourses ou d'aide financière peuvent contribuer à accroître les inscriptions des filles tant dans le primaire que dans le secondaire. Il n'existe que peu de programmes de bourses à grande échelle, le plus notable étant sans doute le Female Secondary School Stipend Program au Bangladesh. Grâce à lui, près de deux tiers des filles suivent maintenant des études secondaires – égalant le nombre des garçons. Toutes les filles vivant en milieu rural peuvent recevoir une bourse si elles vont régulièrement à l'école, obtiennent de bonnes notes et ne se marient pas pendant leur scolarité.

Le programme n'aide pas seulement à garder les filles à l'école mais il encourage la réussite scholastique et retarde les mariages précoces. Un autre programme de bourses qui connaît du succès, Progresa, au Mexique, offre des dons aux familles pauvres pour les indemniser du coût de la scolarité de leurs enfants, notamment leurs filles. Le Brésil, le

Kenya et le Nicaragua ont aussi obtenu des résultats prometteurs avec des programmes de bourses.

■ **Faire de l'école une option pratique et la rendre « accueillante pour les filles ».** Construire des écoles proches des lieux où vivent les élèves et dispensant une éducation de qualité, former des enseignants et notamment des enseignantes, fournir des manuels et du matériel pédagogique de base, offrir des heures de cours flexibles sont tous des éléments qui peuvent contribuer à augmenter les effectifs des filles. Par exemple, dans les années 1970, l'Indonésie a donné la priorité à la réforme de l'éducation : elle a construit plus de 60.000 écoles (pour un coût égal à 1,5 % du produit intérieur brut), recruté et formé des enseignants et réduit les frais de scolarité. À l'époque, le taux d'inscription dans le primaire était de 60 % : aujourd'hui, il est de presque 100 % pour les filles et les garçons. Partout dans les pays en développement, l'expérience montre que des écoles de proximité bien administrées ont un impact sensible.

■ **Améliorer l'alimentation en eau et les systèmes sanitaires.** Lorsque les filles grandissent, l'alimentation en eau et les systèmes sanitaires sont indispensables, pas seulement agréables. L'expérience acquise en Afrique et en Asie montre que les filles ne viennent pas à l'école pendant leurs règles si les écoles n'ont pas de systèmes d'alimentation en eau et de sanitaires. Le problème est particulièrement important pour accroître les inscriptions et les taux de rétention des filles dans le secondaire.

› Protéger la vie privée. Dans les sociétés où les femmes et les filles sont traditionnellement séparées des hommes, il peut être nécessaire pour accroître les taux d'inscription des filles de protéger leur vie privée en prévoyant soit des écoles séparées pour les filles et les garçons soit des heures d'enseignement décalées pour les filles. L'expérience acquise au Pakistan et en Afghanistan montre que les parents sont plus à même d'envoyer leurs filles à l'école si les classes ne sont pas mixtes, surtout après les premières années du primaire.

› Fournir du matériel pédagogique non sexiste. Il est aussi important que les écoles modernisent leurs manuels et leurs programmes afin que le matériel pédagogique ne montre pas uniquement les femmes et les filles dans des rôles traditionnels mais qu'il encourage les filles à essayer diverses carrières et à participer plus à la vie de la société.

› Former plus d'enseignantes. Dans de nombreux pays, le recrutement et la formation d'enseignantes encourage

Des Marocaines apprennent les premiers éléments de mathématiques dans le cadre d'un programme d'éducation de l'USAID. Photo offerte par l'USAID/Maroc.



les inscriptions des filles. Dans certains pays, notamment lorsque les femmes et les filles sont séparées des hommes pour des raisons de réputation ou de sécurité, les parents sont plus enclins à envoyer leurs filles à l'école s'ils savent qu'elles auront des enseignantes plutôt que des enseignants.

› S'attaquer à la malnutrition. Il est aussi important d'améliorer la santé des enfants et de s'assurer qu'ils n'ont pas faim. La sous-nutrition chronique affecte la capacité d'apprendre et constitue un problème majeur dans de nombreuses régions du monde. Par exemple, un quart des enfants africains et quelque deux-cinquièmes des enfants d'Asie du Sud sont malnutris. Dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie du Sud, des programmes de déjeuners scolaires – quelquefois assortis de portions à ramener à la maison – ont fait passer de 30 à 50 % les taux d'inscription et d'assiduité et ont contribué à améliorer les résultats. Là où les filles sont malnutries et en moins bonne santé que les garçons, de tels programmes sont particulièrement importants pour garantir qu'elles obtiennent de bons résultats scolaires.

■ **Mettre l'accent sur la qualité de l'éducation.** Au cours des dix dernières années, nombre de pays ont mis l'accent sur l'inscription des enfants à l'école. Aujourd'hui, il est des plus en plus urgent de mettre l'accent sur la qualité de l'éducation et pas seulement le nombre d'élèves inscrits. Souvent, les enfants et notamment les plus pauvres n'apprennent pas grand-chose dans le primaire et ne sont pas prêts pour le secondaire. Là encore, le problème est plus grave pour les filles qui ont moins de possibilités d'aller à l'école primaire mais aussi d'étudier.

Si l'éducation est de mauvaise qualité, les parents peuvent trouver futile d'en encourir le coût et s'ils ont l'impression que ce coût est plus élevé pour les filles que pour les garçons, il devient encore plus impératif d'offrir une éducation de qualité aux filles. Des démarches prometteuses pour améliorer la qualité de l'éducation commencent à apparaître, dont :

- › former plus d'enseignants de manière à avoir des classes de moins de 40 élèves en moyenne ;
- › améliorer la formation des enseignants afin de remplacer l'apprentissage traditionnel « par cœur » par des démarches interactives et de résolution de problèmes, comme cela se fait au Kenya, au Swaziland, au Bangladesh et en Inde ;
- › fournir des manuels et du matériel approprié. Dans de nombreux pays à faible revenu, les élèves



Des Rwandaises extraient la fibre du tronc du bananier pour fabriquer des serviettes hygiéniques plus abordables. *Courtoisie de Sustainable Health Enterprises*

doivent partager les quelques livres qu'ils possèdent : leur en fournir peut accroître les inscriptions et améliorer les résultats. Au Pérou, par exemple, la fourniture de manuels gratuits a accru de 30 % les chances que les filles s'inscrivent à l'école ;

› élaborer des programmes qui préparent les élèves pour le XXI^e siècle et les métiers modernes, en renforçant l'enseignement des mathématiques et des sciences comme l'ont fait le Brésil et l'Inde. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) met en oeuvre un nombre de programmes pour renforcer l'enseignement dans ces disciplines : à l'heure actuelle, elle travaille avec les ministères pakistanais fédéraux et provinciaux de l'éducation et les American Institutes for Research en vue de développer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le pays. Un de ces programmes, le projet ED-LINKS, fournit des kits de mathématiques et de sciences à plus de 180.000 élèves.

■ **Mobiliser les collectivités.** Pour éduquer les filles, notamment dans les zones plus pauvres, il est indispensable de mobiliser les collectivités et de les faire s'engager à éduquer tous les enfants, à trouver des enseignants acceptables, à encourager les enseignants et les élèves, et à répondre aux besoins des écoles, des élèves et des enseignants. Nombre de démarches allant dans ce sens ont donné des résultats positifs.

› Au Bangladesh, le *Bangladesh Rural Action Committee* (BRAC) qui existe de longue date, offre maintenant un enseignement non institutionnalisé à plus de 1 million d'enfants très désavantagés, dont les deux-tiers de filles, dans le cadre d'une démarche plus vaste visant à encourager les pauvres dans tout le pays à s'auto-aider. Plus de 90 % des élèves réussissent à l'examen de fin d'études primaires et passent dans le secondaire. Cette approche est maintenant en cours d'adoption dans plusieurs autres pays, dont l'Afghanistan, le Pakistan, la Tanzanie, l'Ouganda et le Soudan.

› Dans l'Etat indien du Rajasthan, un programme en place dans 500 écoles (et bientôt dans plus de 2.300) parrainé par Educate Girls Globally travaille avec les collectivités et l'Etat depuis deux ans pour faire inscrire pratiquement toutes les filles dans les écoles primaires publiques. Le programme a également introduit des méthodes d'enseignement plus interactives qui permettent d'améliorer les notes d'apprentissage au bout de quelques mois.

› Dans certaines parties de la province pakistanaise du Balûchistân où il n'y a pas d'écoles publiques, le gouvernement provincial et une organisation non gouvernementale locale ont travaillé avec les collectivités dans les années 1990 pour

organiser des écoles de proximité. Les enseignantes, dont de nombreuses adolescentes, ont été sélectionnées par les collectivités et formées et payées par le gouvernement. En quatre ans, près de 200 écoles ont été organisées et près de 87 % des filles y étaient inscrites, contre une moyenne de 18 % au niveau de la province.

› Au Mali, les programmes de participation des collectivités à l'éducation ont contribué à accroître les inscriptions de près de deux-tiers et à améliorer les résultats d'examen.

La volonté d'agir et les ressources pour le faire

On sait bien ce qu'il faut faire pour scolariser les filles et les aider à rester en classe jusqu'à la fin du secondaire, mais l'accomplir est une question de volonté politique concernant la manière d'utiliser des ressources rares. L'éducation sera-t-elle prioritaire ? À mesure que l'on en apprend plus sur la manière et la rapidité avec laquelle l'éducation profite de manière tangible aux filles, à leur famille et à leur pays, les collectivités commencent à mobiliser leur volonté politique et leurs ressources pour donner égal accès à une éducation de qualité aux filles et aux garçons. Des pays comme le Brésil, la Chine et l'Inde qui montrent la voie en matière de croissance économique ont investi – et conti-nuent à investir – dans l'éducation. Les pays qui veulent être concurrentiels dans l'économie d'aujourd'hui et des années à venir et qui souhaitent que leurs ressortissants jouissent de bonnes conditions de vie ne peuvent prendre de meilleure décision que d'éduquer leurs jeunes –garçons et filles – aujourd'hui.



Des élèves de Tanzanie participent à un camp pour les filles à Zanzibar, où elles peuvent étudier les sciences, les maths et l'anglais. Photo offerte par l'USAID.

*Note: Le présent article s'inspire largement de l'ouvrage de Barbara Herz et Gene B. Sperling *What Works in Girls' Education: Evidence and Policies from the Developing World, 2004* Washington, D.C.: Council on Foreign Relations. Pour une version de cet article avec notes, consulter le site anglais : <http://iipdigital.usembassy.gov/st/english/publication/2011/06/20110624094700aidan0.9995037html>. Les opinions exprimées dans cet article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

Barbara Herz est spécialiste de la politique de l'éducation des filles. Membre du Council on Foreign Relations (Conseil sur les relations étrangères), elle a travaillé pour l'Agence des États-Unis pour le développement et pour la Banque mondiale où elle a fondé la Division Femmes dans le développement et a dirigé le travail sur l'éducation et la santé au Bangladesh, au Pakistan et au Sri Lanka.

